



Mouvement de protestation du 15M contre les mesures d'austérité à Madrid, mai 2011. © Miguel Parra

# LE PIÈGE DE L'AUSTÉRITÉ

L'Europe s'enlise dans les inégalités

Les programmes d'austérité ont décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance équitable. Avec l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, l'Europe doit faire face à une décennie perdue. Si les mesures d'austérité se poursuivent en Europe, 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025. Oxfam le sait, car elle l'a déjà vu. Ces programmes d'austérité sont étonnamment similaires aux politiques d'ajustement structurel onéreuses imposées à l'Amérique latine, à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique subsaharienne dans les années 1980 et 1990. Ces politiques se sont soldées par un échec ; un médicament qui cherche à guérir la maladie en tuant le patient. Nous ne devons pas les reproduire. Oxfam demande aux gouvernements européens de s'éloigner des mesures d'austérité et de s'engager vers une croissance inclusive qui permettra des résultats optimaux pour les citoyens, les communautés et l'environnement.

**La vague d'austérité économique qui s'est propagée en Europe à la suite de la crise économique qui a débuté en 2008 risque d'endommager sérieusement et de façon permanente le modèle social depuis longtemps cher à l'Europe. Tel que le prévoyaient depuis longtemps les économistes (y compris moi), l'austérité n'a fait que paralyser la croissance de l'Europe, avec des progrès en matière de finances publiques toujours aussi décevants. Pire, elle contribue aux inégalités qui affaibliront à plus long terme la situation économique, et contribueront à la souffrance des sans emplois et des personnes pauvres pour de nombreuses années. Le rapport d'Oxfam « *Le piège de l'austérité : l'Europe s'enlise dans les inégalités* » contribue grandement à l'évaluation des coûts élevés et persistants de ces politiques mal conçues.**

**Professeur Joseph Stiglitz,  
Lauréat du prix Nobel d'économie et  
ex-économiste en chef de la Banque mondiale**

# RÉSUMÉ

L'Europe se considère souvent comme un espace où le contrat social a pour objet un équilibre entre le développement économique et humain, via les mécanismes de protection sociale. Un espace où les services publics doivent permettre à chacun d'avoir accès à une éducation de haute qualité et veiller à ce que personne ne vive dans la peur de tomber malade. Où les droits des travailleurs, et particulièrement des femmes, sont respectés et soutenus. Où les sociétés prennent soin des plus faibles et des plus pauvres et où l'économie bénéficie à la société, plutôt que le contraire.

Ce modèle social idyllique est toutefois menacé depuis quelques temps : les inégalités de revenus ont ainsi augmenté dans de nombreux pays et ce, même avant le début de la crise financière. Le modèle européen est désormais directement remis en question par des politiques d'austérité mal conçues et présentées comme le prix à payer pour une économie en croissance, pour laquelle toutes et tous doivent se sacrifier. Sans contrôle, ces mesures mineront les avancées sociales de l'Europe, en créant des divisions à l'échelle des pays et du continent, ainsi qu'en ancrant une génération dans la pauvreté.

Le plan de sauvetage sans précédent des institutions financières européennes a peut-être sauvé le système bancaire de l'UE, mais il a également creusé les dettes publiques dans de nombreux pays. Ce plan partait du principe que les politiques d'austérité, centrées sur l'équilibre budgétaire et la réduction des déficits, restaureraient la confiance des marchés et permettraient ainsi la création d'emplois et le renouveau des économies. Dans la plupart des pays, ce ne fut pas le cas. Après près de trois ans, l'austérité s'accompagne systématiquement de coûts sociaux élevés. Les cas du Royaume-Uni, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce prouvent que plus l'austérité est sévère, plus l'augmentation de l'endettement public est élevée<sup>1</sup>. La réduction aveugle de la dette a, avant tout, ignoré le fait que la croissance est toujours possible, même avec des taux d'endettement relativement élevés et que toute nouvelle croissance de l'économie doit être inclusive et bénéficier à toutes et tous.

Les programmes d'austérité mis en œuvre dans toute l'Europe, fondés sur des mesures fiscales régressives et à courte vue, ainsi que la réduction forte des dépenses, particulièrement dans les services publics (y compris éducation, santé et protection sociale...), ont décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance équitable.

Les plus pauvres ont été plus fortement frappés, car le fardeau des responsabilités des excès des décennies précédentes a été transmis aux plus vulnérables et aux moins coupables. Aujourd'hui, les principaux promoteurs de l'austérité, dont le Fonds monétaire international (FMI), commencent à admettre que les mesures d'austérité n'ont pas abouti aux résultats escomptés et ont nui à la croissance, comme à l'égalité<sup>2</sup>.

***Avec l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, l'Europe doit faire face à une décennie perdue.***

***Oxfam a constaté les répercussions des politiques d'austérité par le passé.***

Les nations européennes affichent des chiffres record de chômage de longue durée et des jeunes ; une génération de jeunes qui est et restera confrontée à des années de chômage. Alors que la valeur réelle des revenus moyens continue à s'effondrer, plus rapidement dans les pays ayant mis en œuvre des réductions des dépenses d'ampleurs, même ceux qui travaillent peuvent s'attendre à un niveau de vie bien inférieur à celui de leurs parents. En Europe, près d'un ménage d'actifs sur dix vit désormais dans la pauvreté.

En 2011, au sein de l'UE, 120 millions de personnes vivaient dans la pauvreté. D'après les calculs d'Oxfam, ce nombre pourrait augmenter de 15 millions au moins et jusqu'à 25 millions si les mesures d'austérité se poursuivent. Les femmes seront les plus touchées. Pendant ce temps, les plus riches ont vu leur part de revenus totaux augmenter, alors que celle des plus pauvres diminuait. Si la tendance actuelle continue, certains pays européens afficheront bientôt des niveaux d'inégalité comptant parmi les plus élevés au monde.

Oxfam a toujours mené des campagnes visant non seulement à mettre en lumière la pauvreté et la souffrance, mais également — et c'est tout aussi important — à mettre en avant les politiques à l'origine de cette pauvreté. Oxfam ne peut plus assister à une situation de pauvreté et de souffrance en Europe, comme dans le reste du monde en raison de la réduction des budgets d'assistance humanitaire européens et de la baisse des dépenses.

L'expérience européenne est étonnamment similaire aux politiques d'ajustement structurel imposées à l'Amérique latine, à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique subsaharienne dans les années 1980 et 1990. Les pays de ces régions ont bénéficié de plans de sauvetage financier du FMI et de la Banque mondiale après avoir accepté d'adopter une série de politiques, notamment la réduction des dépenses publiques, la nationalisation de la dette privée, des réductions salariales et un modèle de gestion de la dette en vertu duquel les remboursements des créanciers des banques commerciales l'ont emporté sur les mesures destinées à permettre le relèvement socioéconomique. Ces politiques se sont soldées par un échec ; un médicament qui cherche à guérir la maladie en tuant le patient.

Oxfam, membre active de la société civile mondiale, a lutté contre ces politiques qui ont fait peser le fardeau du ralentissement économique sur ceux qui sont le moins en mesure de le supporter. Les politiques d'ajustement structurel ont provoqué une stagnation des revenus et une augmentation de la pauvreté dans de nombreux pays, avec de graves conséquences sur des générations dans le monde entier. L'Indonésie a mis dix ans pour voir son niveau de pauvreté redescendre à celui d'avant la crise. En Amérique latine, les revenus des citoyens modestes étaient identiques au milieu des années 1990 à ceux de 1980. Les services essentiels, tels que l'éducation et la santé, ont été réduits ou privatisés, excluant les plus pauvres et tout particulièrement les femmes. Parallèlement, la part des revenus des plus riches dans la société a rapidement augmenté.

***En Europe, 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025 si les mesures d'austérité se poursuivent.***

***Dix à vingt-cinq ans pourraient être nécessaires pour retrouver des niveaux de pauvreté antérieurs à ceux de 2008 en Europe.***

Malgré ce récit édifiant, l'austérité se poursuit rigoureusement en Europe, au mépris des leçons du passé. Ces dernières laissent entrevoir un avenir très sombre pour les plus pauvres en Europe et tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences nuisibles à la société dans son ensemble.

## RECOMMANDATIONS

Cette situation n'est pas une fatalité. Il existe des solutions claires autres que la politique d'austérité actuelle. Le problème de la dette publique européenne doit être résolu par le biais d'un processus d'arbitrage transparent, qui peut inclure des restructurations ou des annulations de dettes. Le manque de régulation du système financier, que la crise économique a mis en lumière, doit également être réglé.

Oxfam demande aux gouvernements européens de ne plus se contenter de mesures d'austérité inefficaces. Ils doivent :

### **1. Investir dans l'humain et la croissance économique :**

- donner la priorité à un programme de relance économique, en promouvant les investissements et les dépenses en capital ;
- cibler la création d'emplois ;
- protéger les budgets d'aide publique au développement de l'UE et des États membres.

### **2. Investir dans les services publics :**

- garantir une éducation publique, universelle et de grande qualité pour toutes et tous ;
- garantir des soins de santé publics, universels et de grande qualité et renforcer les systèmes de protection sociale permettant aux plus vulnérables de vivre dignement et de sortir de la pauvreté.

### **3. Renforcer la démocratie:**

- promouvoir une plus grande participation aux processus démocratiques par toutes les parties prenantes ;
- assurer une plus grande transparence et une plus grande redevabilité des processus politiques ;
- améliorer la démocratie au travail, notamment une meilleure représentation des employés et des opportunités pour un meilleur partage des responsabilités.

### **4. Établir des systèmes fiscaux justes :**

- mettre en œuvre des réformes progressives de la fiscalité, notamment un impôt sur le capital et sur les transactions financières ;
- lutter contre l'évasion et la fraude fiscales, notamment par la transparence et l'échange d'informations financières, de nouvelles règles fiscales internationales et l'établissement de listes des paradis fiscaux.

L'Europe ne peut pas se permettre de continuer sur la voie de l'austérité et doit agir pour mettre en œuvre ces recommandations. Maintenir les mesures actuelles conduira à une décennie de creusement des inégalités et augmentera le risque d'autres crises financières et de troubles sociaux. Étant donné les enjeux, les arguments économiques, éthiques et financiers en faveur du changement ne pourraient pas être plus solides. Sans cela, nous risquons de devoir faire face en Europe à une décennie perdue. Nous avons besoin d'un nouveau modèle économique et social qui investit dans l'humain, renforce les institutions démocratiques et propose un système fiscal juste et progressif adapté au XXI<sup>e</sup> siècle. Oxfam est fière de défendre la société civile en envisageant un modèle de prospérité fondé sur la justice sociale et un environnement durable.

## NOTES

Sauf mention contraire, les liens internet ont été consultés en juillet 2013.

<sup>1</sup> W. Easterly, T. Irwin et L. Serven (2008) « Walking up the down escalator: Public investment and fiscal stability », World Bank Research Observer, vol. 23, issue 1, p. 37, [https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/4414/wbro\\_23\\_1\\_37.pdf?sequence=1](https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/4414/wbro_23_1_37.pdf?sequence=1)

<sup>2</sup> L. Ball et coll. (2013) « The Distributional Effects of Fiscal Consolidation », document de travail du FMI, <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=40699>. Ce document de travail a conclu que la consolidation fiscale dans 17 pays de l'OCDE entre 1978 et 2009 a eu des effets distributifs importants, dont le creusement des inégalités, la réduction de la part salariale et l'augmentation du chômage de longue durée.



© Oxfam International septembre 2013

Ce document d'information a été rédigé par Teresa Caverio et Krishnah Poinasamy. Oxfam remercie Natalia Alonso, Jon Mazliah, Kevin Roussel, Catherine Olier, Max Lawson, Jaime Atienza, Angela Corbalan et Ferran Esteve pour leur participation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78077-405-3 en septembre 2013.  
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Intermon Oxfam Espagne ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Novib Oxfam Pays-Bas ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org).

